

ARIFTS Pays de la Loire

Association régie par la loi du 1er juillet 1901

6, rue Georges Morel
49045 ANGERS Cedex 01

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2025

IN EXTENSO AUDIT CENTRE OUEST

Agence : ANGERS OUEST

Siège social : 8 rue Eugène Brémond – CS 40007 - 49308 CHOLET cedex

SAS au capital de 713 880 euros

451 538 771 RCS ANGERS

Membre de la Compagnie Régionale des commissaires aux comptes Ouest Atlantique

Membre du Conseil Régional de l'ordre des experts comptables Ouest Atlantique

ARIFTS Pays de la Loire

Association régie par la loi du 1er juillet 1901

6, rue Georges Morel

49045 ANGERS Cedex 01

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2025

Aux membres de l'Association,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ARIFTS relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Première application du règlement ANC n°2022-06 » de l'annexe des comptes annuels concernant la mise à jour du plan comptable général conformément au règlement de l'ANC n°2022-06 du 4 novembre 2022.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du conseil d'administration et autres documents sur la situation financières et les comptes annuels adressés aux membres à l'assemblée générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le commissaire aux comptes

IN EXTENSO AUDIT CENTRE OUEST Grégoire GAILLARD

Signé par Grégoire Gaillard
Le 27 avr. 2026



ccc_g14
tx_ScP80CcOZPBZ

Associé

Pièces annexées : Bilan, Compte de résultat, Annexe

Actif		Au 31/12/2025			Au 31/12/2024
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	Montant net
Frais d'établissement (I)					
Actif immobilisé	Frais de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires (1)	220 788	158 203	62 584	14 137
	Immobilisations incorporelles en cours, avances et acomptes				
	TOTAL	220 788	158 203	62 584	14 137
	Terrains				
	Constructions	1 789 005	1 432 662	356 343	207 752
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	5 238 821	4 709 434	529 386	559 210
	Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes				55 696
	TOTAL	7 027 826	6 142 096	885 730	822 658
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Actif immobilisé	Participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts	435 218		435 218	406 208
	Autres immobilisations financières	7 055		7 055	7 055
	TOTAL	442 274		442 274	413 264
Total (II)		7 690 889	6 300 300	1 390 589	1 250 059
Actif circulant	Stocks et en cours				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	2 466 676	50 881	2 415 795	2 483 073
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	161 207		161 207	201 231
	Charges constatées d'avance	72 182		72 182	71 928
	TOTAL	2 700 066	50 881	2 649 184	2 756 234
	Instruments financiers à terme et jetons détenus	128 281		128 281	125 879
	Disponibilités	2 155 623		2 155 623	1 428 857
Total (III)		4 983 971	50 881	4 933 090	4 310 970
Frais d'émission des emprunts (IV)					
Primes de remboursement des emprunts (V)					
Écart de conversion et différence d'évaluation - Actif (VI)					
TOTAL GENERAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V+VI)		12 674 860	6 351 181	6 323 679	5 561 030
Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) Dont à plus d'un an (brut)				

Passif		Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	23 810	23 810
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles	97 705	97 705
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres réserves	2 024 245	2 024 245
	Report à nouveau	-939 370	-487 176
	Excédent ou déficit de l'exercice	203 017	-452 193
	Situation nette (sous-total)	1 409 408	1 206 390
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	141 054	144 478
	Provisions réglementées		
	Total (I)	1 550 463	1 350 869
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
	Total (I bis)		
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés		
	Total (II)		
Provisions	Provisions pour risques	48 619	
	Provisions pour charges	953 216	900 227
	Total (III)	1 001 836	900 227
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾	5 530	54 647
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾		
	Instruments financiers à terme		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 425 934	696 642
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	1 535 901	1 896 132
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	130 951	112 958
	Produits constatés d'avance	673 061	549 551
	Total (IV)	3 771 379	3 309 933
	Écart de conversion et différences d'évaluation - Passif (V)		
	TOTAL GÉNÉRAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)	6 323 679	5 561 030
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

ASSOCIATION ARIFTS

		Du 01/01/2025 Au 31/12/2025 12 mois	Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations	980	900
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens	2 034	164
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	7 242 840	6 671 538
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	7 669 363	6 690 319
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public	1 315	
	Dons manuels	1 315	
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
Charges d'exploitation	Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	881	88 964
	Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	107 798	99 427
	Total des produits d'exploitation (II)	15 025 213	13 551 314
	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes	3 952 703	3 588 071
	Aides financières	1 394	
	Impôts, taxes et versements assimilés	550 863	492 120
	Salaires	7 031 685	6 993 233
	Cotisations sociales	2 840 452	2 648 764
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	220 532	230 136
	Dotations aux provisions	152 490	44 259
	Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	83 174	44 433
	Total des charges d'exploitation (III)	14 833 295	14 041 018
I. RESULTAT D'EXPLOITATION (II - III)		191 918	-489 703
Produits financiers	De participations		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	13 701	27 072
	Reprises sur dépréciations et provisions		
	Différences positives de change		
	Produits des immobilisations financières cédées		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
	Total des produits financiers (III)	13 701	27 072
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	283	1 330
	Différences négatives de change		
	Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		
	Total des charges financières (IV)	283	1 330
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)		13 418	25 742
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)		205 336	-463 961

		Du 01/01/2025 Au 31/12/2025 12 mois	Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois
Produits exceptionnels (V)	Total		19 361
Charges exceptionnelles (VI)	Total		2 259
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)			17 102
Participation des salariés aux résultats (VII)			
Impôts sur les bénéfices (VIII)		2 319	5 335
Total des produits (I + III + V)		15 038 915	13 597 749
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		14 835 897	14 049 942
EXCÉDENT OU DÉFICIT		203 017	-452 193
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
	TOTAL		
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
	TOTAL		



ASSOCIATION ARIFTS

Annexe



Page : 8 / 43

Annexe aux comptes annuels Date de clôture : 31/12/2025

ASS ARIFTS

Table des matières

1	Objet social, nature et périmètre des activités	4
1.1	Objet social	4
1.2	Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées	4
1.3	Moyens mis en œuvre	5
2	Faits caractéristiques d'importance significative et postérieurs à la clôture	6
2.1	Faits caractéristiques d'importance significative	6
2.2	Faits caractéristiques postérieurs à la clôture	6
3	Principes et méthodes comptables	7
3.1	Principes généraux	7
3.2	Changements comptables	7
3.2.1	Première application du règlement ANC n°2022-06	7
3.2.2	Principales méthodes comptables	9
4	Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat	10
4.1	Informations relatives à l'actif	10
4.1.1	Actif immobilisé	11
4.1.2	Précisions sur les postes d'immobilisations, amortissements et dépréciations	13
4.1.3	Actif circulant	17
4.1.4	État des échéances des créances à la clôture de l'exercice	17
4.1.5	Tableau des dépréciations	17
4.2	Informations relatives au passif	18
4.2.1	Fonds propres	18
4.2.2	Tableau de variation des fonds propres	18
4.2.3	Fonds propres sans droit de reprise	20
4.2.4	Provisions et passifs éventuels	20
4.2.5	État des échéances des dettes à la clôture de l'exercice	21
4.2.6	Réserves, statutaires ou contractuelles, autres, pour projet de l'entité	21
4.3	Informations relatives au compte de résultat	23
4.3.1	Ventilation des produits d'exploitation	23
4.3.2	Contribution volontaire en nature	23

4.4	Précisions relatives à certains éléments	24
4.4.1	Produits à recevoir et charges à payer au titre de l'exercice	24
4.4.2	Honoraires des commissaires aux comptes	24
4.5	Autres informations	25
4.5.1	Rémunérations	25
4.5.2	Informations relatives à l'effectif	25
4.6	Engagements hors bilan donnés et reçus	25

1 Objet social, nature et périmètre des activités

1.1 Objet social

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

- Promouvoir, en lien avec les politiques publiques, la formation et le perfectionnement des acteurs des champs éducatif, sanitaire et social dans une perspective de développement des personnes, de solidarité et de lutte contre les exclusions.
- Mettre en œuvre des actions de recherche.
- Développer des activités de conseil.

Les organes statutairement compétents de notre entité ont fixé différents objectifs pour réaliser l'objet social. Ces objectifs constituent le « projet de notre entité » pour lequel des réserves sont constituées le cas échéant dans nos fonds propres.

1.2 Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

L'association gère un institut constitué de différents services, implanté sur la région des Pays de la Loire, qui contribuent à la réalisation des objectifs suivants :

- Agir pour une société garante d'un pluralisme fondé sur le respect des personnes, de leur diversité, de leurs croyances et de leurs engagements.
- Inscrire ses activités en référence aux valeurs de l'économie sociale et solidaire. Promouvoir une gouvernance participative et démocratique.
- Rechercher les conditions d'une action et d'une évaluation partagées avec les différents acteurs œuvrant dans les champs éducatif, sanitaire et social et inscrivant leur action dans les mêmes perspectives.
- Promouvoir des activités en cohérence avec les besoins des secteurs professionnels et adaptées aux évolutions des réalités économiques et sociales.

Les principales formations proposées par l'association sont les suivantes :

- Accompagnant Educatif Petite Enfance (CAP AEPE)
- Assistant de Service Social (DE ASS)
- Directeur d'Etablissement ou de Service d'Intervention Sociale (CAFDES et Master IDS)
- Educateur de Jeunes enfants (DE EJE)
- Educateur Spécialisé (DE ES)

- Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs (MJPM)
- Moniteur Educateur (DE ME)
- Responsable d'Unité d'Intervention Sociale (CAFERUIS)
- Formation préparatoire aux métiers éducatifs et sociaux
- Validation des acquis de l'expérience
- Coordinateur en établissement social et médico-social
- Formations Petite enfance
- Formations Travail social

1.3 Moyens mis en œuvre

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

Investissements	Montant
- Logiciel	78 k€
- Matériel atelier	5 k€
- Matériel pédagogique	6 k€
- Matériel informatique	32 k€
- Mobilier	15 k€

Ressources humaines : l'effectif moyen de l'exercice est de 155 ETP.

2 Faits caractéristiques d'importance significative et postérieurs à la clôture

2.1 Faits caractéristiques d'importance significative

L'association a perçu une subvention en augmentation de la région Pays de la Loire, venant financer l'impact de la prime Segur en 2025 et les nouvelles formations. Ceci a permis à l'association de dégager un résultat bénéficiaire de 203K€ sur l'exercice et améliorer la situation financière.

L'exercice clos le 31 décembre 2025 a été arrêté avec un résultat de 203 K€.

Lors de l'exercice précédent, la Direction avait mentionné certains éléments susceptibles d'affecter la situation financière de l'association.

À la date d'arrêté des comptes du présent exercice, ces éléments ne sont plus d'actualité. La situation financière de l'ARIFTS s'est globalement améliorée et apparaît aujourd'hui plus stabilisée.

La Direction demeure toutefois attentive à l'évolution de son environnement financier et au maintien des équilibres économiques, et poursuit un suivi régulier de sa situation.

Dans ce contexte, aucun élément ne remet en cause la continuité d'exploitation à la date d'arrêté des comptes.

2.2 Faits caractéristiques postérieurs à la clôture

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler postérieurement à la clôture.

3 Principes et méthodes comptables

3.1 Principes généraux

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du Code de Commerce et des règlements ANC N°2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence :

- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Continuité d'exploitation
- Indépendance des exercices

L'entité ne déroge pas aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

3.2 Changements comptables

3.2.1 Première application du règlement ANC n°2022-06

Les règlements ANC N°2022-06 et ANC N°2023-03 relatifs à la modernisation des états financiers, sont applicables de manière obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025.

Cette première application constitue un changement de réglementation comptable.

Les dispositions des règlements ANC N°2022-06 et ANC N°2023-03 s'appliquent à compter de l'exercice de première application sans emporter de conséquences sur les comptes antérieurs, autres que les reclassements nécessaires pour se conformer aux nouveaux modèles de bilan et de compte de résultat lors du premier exercice d'application.

Le bilan et le compte de résultat sont présentés conformément aux nouveaux modèles figurant dans le règlement ANC N°2023-03.

Afin de présenter le bilan et le compte de résultat de l'exercice précédent (N-1) selon les nouveaux modèles, des reclassements entre les rubriques ou les postes du bilan ou du compte de résultat ont été effectués au titre de la colonne Comparative « Exercice N-1 ».

Au niveau du compte de résultat :

- / Les transferts de charges précédemment comptabilisés en 2024 en produits d'exploitation continuent d'être présentés dans la colonne N-1 sur la ligne « Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions » et concerne les opérations suivantes :

- / Remboursements de charges de personnel
- / Refacturations de charges
- / Mise à disposition de personnel
- / Indemnités d'assurance reçues

Suite à la suppression de la technique du transfert de charges en 2025, les opérations précédemment comptabilisées en transfert de charges sont maintenant comptabilisées en 2025 dans les comptes et postes suivants du compte de résultat :

- / Remboursements de charges de personnel : sont en 2025 comptabilisés au compte 649 « Remboursements de charges de personnel » **42 842.31 €**
- / Refacturations de charges : sont comptabilisés en 2025 au compte 758 « Produits des activités annexes » dans le poste « Autres produits »
- / Indemnités d'assurance reçue : sont comptabilisés en 2025 au compte 6163 « Assurance » **2 106.92 €**

- / Les quotes-parts de subventions d'investissement précédemment classées en produits exceptionnels sont comptabilisées en 2025 en produits d'exploitation sur la ligne « Concours publics et subventions d'exploitation ». **25 015.34 €**
- / Les produits de cession des éléments d'actif cédés sont en 2025 comptabilisés en résultat d'exploitation sur la ligne « Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles ». **Montant nul en 2025**
- / Les valeurs comptables des éléments d'actifs cédés sont en 2025 comptabilisées en résultat d'exploitation sur la ligne « Valeurs comptables des d'immobilisations incorporelles et corporelles cédées ». **Montant nul en 2025**

3.2.2 Principales méthodes comptables

Le provisionnement des engagements en matière de pensions, de compléments de retraite, d'indemnités et versements similaires conformément à l'article 324-1.

4 Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat

4.1 Informations relatives à l'actif

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'événements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, les biens reçus à titre gratuit sont comptabilisés à l'actif en les estimant à leur valeur vénale.

À leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Les modes et durées d'amortissements sont présentés dans l'annexe.

Les éventuelles dépréciations sont constatées après identification d'un indice de perte de valeur fonction des indicateurs suivants :

- Externes : valeur de marché, changements importants, taux d'intérêt et de rendement ;
- Internes : obsolescence ou dégradation physique, changements importants dans le mode d'utilisation, performances inférieures aux prévisions.

La valeur nette comptable est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation modifiant ainsi de manière prospective la base amortissable.

L'évaluation des dépréciations est réalisée ultérieurement selon les mêmes règles. Quand les raisons qui ont motivé des dépréciations cessent d'exister, elles sont rapportées en résultat sauf celles sur le fonds commercial qui ne sont jamais reprises.

4.1.1 Actif immobilisé

4.1.1.1 Mouvements des postes d'immobilisations, amortissements et dépréciations

À leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée le cas échéant dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition.
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production.
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale.
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Les immobilisations sont amorties selon les méthodes suivantes :

Solutions informatiques : 1 à 5 ans en linéaire ;

Bâtiments commerciaux : 5 à 30 ans en linéaire ;

Matériels : 2 à 20 ans en linéaire ;

Outillages : 2 à 20 ans en linéaire ;

Gros travaux dans les locaux : 5 à 15 ans en linéaire ;

Matériels de bureau : 5 à 10 ans en linéaire ;

Matériels informatiques : 3 à 5 ans en linéaire ;

Mobiliers : 3 à 15 ans en linéaire ;

4.1.1.2 Tableau des immobilisations – Cadre général

	Montant brut à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant brut à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	572 684	78 395	430 291	220 788
Immobilisations corporelles	7 463 232	311 219	746 624	7 027 826
Immobilisations financières	413 264	29 010	-	442 274
TOTAL	8 449 180	418 624	1 176 915	7 690 889

4.1.1.3 Tableau des amortissements – Cadre général

	Amortissements cumulés à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions	Amortissements cumulés à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	558 546	29 948	430 291	158 203
Immobilisations corporelles	6 640 574	190 584	689 062	6 142 096
Immobilisations financières	-	-	-	-
TOTAL	7 199 120	220 532	1 119 353	6 300 300

4.1.2 Précisions sur les postes d'immobilisations, amortissements et dépréciations

4.1.2.1 Tableau des immobilisations – Nature des augmentations

Augmentations de l'exercice		Ventilation des augmentations				
		Virements			Entrées	
		De poste à poste	Provenant de l'actif circulant	Acquisitions	Apports	Créations
Immobilisations incorporelles	Concessions et droits similaires	-	-	78 395	-	-
	TOTAL I	-	-	78 395	-	-
Immobilisations corporelles	Constructions	-	-	206 382	-	-
	Installations techniques, matériels et outillages industriels	-	-	13 252	-	-
	Matériel de bureau et matériel informatique	-	-	36 172	-	-
	Mobilier	-	-	59 398	-	-
	Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-	-
	TOTAL II	-	-	311 219	-	-
Immobilisation	Autres immobilisations financières	-	-	29 010	-	-
TOTAL III		-	-	29 010	-	-
TOTAL GENERAL (I+II+III)		-	-	418 625	-	-

4.1.2.2 Tableau des immobilisations – Nature des diminutions

Diminutions de l'exercice		Ventilation des diminutions				
		Virements		Sorties		
		De poste à poste	À destination de l'actif circulant	Cessions	Scissions	Mises hors service
Immobilisations incorporelles	Concessions et droits similaires	-	-	430 291	-	-
TOTAL I		-	-	430 291	-	-
Immobilisations corporelles	Constructions	-	-	344	-	-
	Installations techniques, matériels et outillages industriels	-	-	204 887	-	-
	Installations générales, agencements, aménagements divers	-	-	592	-	-
	Matériel de transport	-	-	8 286	-	-
	Matériel de bureau et matériel informatique	-	-	476 818	-	-
	Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-	55 696
TOTAL II		-	-	690 929	-	55 696
TOTAL GENERAL (I+II+III)		-	-	1 121 220	-	55 696

4.1.2.3 Tableau des amortissements – Nature des dotations

Dotations de l'exercice		Ventilation des dotations			
		Compléments liés à une réévaluation	Sur éléments amortis selon mode linéaire	Sur éléments amortis selon autres mode	Dotations exceptionnelles
Immobilisations incorporelles	Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires	-	29 948	-	-
	TOTAL I	-	29 948	-	-
Immobilisations corporelles	Constructions	-	57 791	-	-
	Installations techniques, matériels et outillages industriels	-	19 199	-	-
	Installations générales, agencements, aménagements divers	-	48 427	-	-
	Matériel de bureau et matériel informatique	-	43 589	-	-
	Mobilier	-	21 747	-	-
	TOTAL II	-	190 585	-	-
	TOTAL GENERAL (I+II+III)	-	220 532	-	-

4.1.2.4 Tableau des amortissements – Nature des diminutions

Diminutions de l'exercice		Ventilation des diminutions		
		Eléments transférés à l'actif circulant	Eléments cédés	Eléments mis hors service
<i>Immobilisations incorporelles</i>	Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, solutions informatiques, droits et valeurs similaires	-	430 291	-
	TOTAL I	-	430 291	-
<i>Immobilisations corporelles</i>	Constructions	-	344	-
	Installations techniques, matériels et outillages industriels	-	204 887	-
	Installations générales, agencements, aménagements divers	-	592	-
	Matériel de transport	-	8 286	-
	Matériel de bureau et matériel informatique	-	474 952	-
TOTAL II		-	689 062	-
TOTAL GENERAL (I+II+III)		-	1 119 353	-

4.1.3 Actif circulant

Postes	Variation Au 31-12-2025	Variation Au 31-12-2024
Créances clients et comptes rattachés	50 881	881
Autres créances	-	-
TOTAL	50 881	881

4.1.4 État des échéances des créances à la clôture de l'exercice

Créances ^(a)	Montant brut	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé	-	-	-
Créances de l'actif circulant	2 667 883	2 667 883	-
Charges constatées d'avance	72 182	72 182	-
TOTAL	2 700 066	2 700 066	-

4.1.5 Tableau des dépréciations

	Dépréciations à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : Dotations de l'exercice	Diminutions : Reprises de l'exercice	Dépréciations à la clôture de l'exercice
Créances	881	50 881	881	50 881
TOTAL	881	50 881	881	50 881

4.2 Informations relatives au passif

4.2.1 Fonds propres

Une ressource destinée à renforcer les fonds propres à raison d'une stipulation d'un tiers financeur, du testateur ou du donateur le cas échéant, est comptabilisée en fonds propres avec ou sans droit de reprise.

4.2.2 Tableau de variation des fonds propres

Le tableau suivant défini par l'article 431-5 du règlement n°2018-06 se substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'article 833-11 du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.

	À l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat		Augmentation		Diminution		À la clôture de l'exercice
	Montant	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant
Fonds propres sans droit de reprise	23 810	-	-	-	-	-	-	23 810
Fonds propres avec droit de reprise	-	-	-	-	-	-	-	-
Écarts de réévaluation	-	-	-	-	-	-	-	-
Réserves	2 121 950	-	-	-	-	-	-	2 121 950
Report à nouveau	-487 176	-	-	-	-	-452 193	-	-939 370
Excédent ou déficit de l'exercice	-452 193	452 193	-	203 018	-	-	-	203 017
Dotations consommables	-	-	-	-	-	-	-	-
Subventions d'investissement	144 478	-	-	21 591	-	-25 015	-	141 054
Provisions réglementées	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	1 350 869	452 193	-	224 609	-	-477 208	-	1 550 463

4.2.3 Fonds propres sans droit de reprise

Les fonds propres sans droit de reprise correspondent à la mise à disposition définitive d'un bien ou de numéraire au profit de l'entité. Ils sont la contrepartie de biens ou de fonds qui ne peuvent être repris ni par leurs apporteurs, ni par les fondateurs, ni par les membres de l'entité, ou, s'agissant d'une fondation, de la dotation statutaire et des dotations complémentaires non consommables. Ce n'est le cas échéant qu'à la liquidation de l'entité qu'ils feront l'objet d'un traitement spécifique (l'apport à une autre entité ayant le même objet le plus fréquemment).

Libellé	Solde début d'exercice	Augmentation	Diminution	Solde fin d'exercice
Valeur du patrimoine intégré	23 810			23 810

4.2.4 Provisions et passifs éventuels

Rubriques	Montant à l'ouverture de l'exercice	Augmentation :	Diminution	Montant à la clôture
Provisions pour risques	-	48 919		48 619
Provisions pour charges	900 227	52 989		953 216
<i>dont engagements de retraite</i>	900 227	52 989		953 216
TOTAL	900 227	101 908		1 001 836

Notre entité provisionne ses engagements relatifs aux régimes suivants dont les principales caractéristiques pour notre entité sont précisées ci-après :

Les provisions sont évaluées et comptabilisées dans le respect de la permanence des méthodes.

Selon la recommandation ANC n°2013-02, dans ce cadre, nous avons opté pour :

- La méthode 1 (application des dispositions de l'Annexe 1 de la Reco ANC n°2013-02) qui reprend pour l'essentiel la Recommandation CNC n°2003-R.01.

Les principales hypothèses actuarielles sont les suivantes :

- taux d'actualisation : 4,78 %
- Prise en compte de la réforme des retraites en intégrant le nombre de trimestres cotisés et non plus l'âge de départ butoir.

Pour la prise en compte de la mortalité, le pourcentage de survie qui résulte des tables de mortalité officielles (INSEE) distinctes pour les hommes et les femmes.

4.2.5 État des échéances des dettes à la clôture de l'exercice

Dettes ^(*)	Montant brut	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an et cinq ans au plus	Échéance à plus de cinq ans
Emprunts et dettes assimilées	5 530	5 530	-	-
Fournisseurs et comptes rattachés	1 425 934	1 425 934	-	-
Autres dettes	1 666 852	1 666 852	-	-
Produits constatés d'avance	673 061	673 061	-	-
TOTAL	3 771 379	3 771 379	-	-

Les PCA concernent les frais de scolarité et inscriptions perçues d'avance. Le calcul des produits constatés d'avance est établi en fonction des plannings de scolarité suivis par les apprenants.

4.2.6 Réserves, statutaires ou contractuelles, autres, pour projet de l'entité

4.2.6.1 Fonds de réserve

Les fonds de réserve s'élèvent à 98 k€.

4.2.6.2 Réserve pour projet de l'entité

Le «projet de l'entité», est constitué des différents objectifs fixés par les organes statutairement compétents de l'entité pour réaliser l'objet social rappelé en première partie de cette Annexe.

Les objectifs fixés peuvent être résumés ainsi :

Libellé	Solde début d'exercice	Augmentation	Diminution	Solde fin d'exercice
Réserves d'investissement	415 948			415 948
Réserves d'investissement logement	64 984			64 984
Réserve de trésorerie	1 543 312			1 543 312

4.2.6.3 Subvention d'investissement

Subvention d'investissement	Solde début d'exercice	Augmentation	Diminution	Solde fin d'exercice
Montant nominal	214 218	21 591		235 809
Qp virée au compte de résultat	69 739	25 015		94 754
Montant net en fonds propres	144 478	45 606		141 054

4.3 Informations relatives au compte de résultat

4.3.1 Ventilation des produits d'exploitation

Les dépenses engagées avant que l'association ou la fondation ait obtenu la notification d'attribution de la subvention sont inscrites en charges sans que la subvention attendue puisse être inscrite en produits.

Les conventions d'attributions de subvention comprennent généralement des conditions suspensives ou résolutoires.

Une condition suspensive non levée ne permet pas d'enregistrer la subvention en produits

Libellés	2025	2024	2023	2022
Subventions	7 670 678	6 690 319	6 454 772	6 342 896
Formations et scolarité	7 245 854	6 671 538	6 287 132	5 834 186
Autres produits	108 679	189 457	93 686	199 838
TOTAL	15 025 213	13 551 314	12 835 590	12 376 920

4.3.2 Contribution volontaire en nature

Néant

4.4 Précisions relatives à certains éléments

4.4.1 Produits à recevoir et charges à payer au titre de l'exercice

Produits à recevoir	Montants	Charges à payer	Montants
RRR A OBTENIR	17 377	FOURNISSEUR- FNP	480 979
CLIENT-FAE	888 821	PERSONNEL-CONGES PAYES	522 772
INTERET COURUS SUR CAT	5 618	PERSONNEL-CHARGES SUR CONGES PAYES	252 541
NANTISSEMENT SUR PRET	85 000	ETAT-CHARGE A PAYER	17 432
.	.	CLIENT-AVOIR A ETABLIR	2 344
.	.	.	.
.	.	.	.
TOTAL	996 816	TOTAL	1 276 071

4.4.2 Honoraires des commissaires aux comptes

	2025
Honoraires afférents à la certification des comptes	15 840
TOTAL	15 840

4.5 Autres informations

4.5.1 Rémunérations

Le montant total des « rémunérations des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés ainsi que leurs avantages en nature » s'est élevé à 192 905 € en 2025.

Ce montant est en pratique communiqué ici, bien que son information soit normalement prévue dans le « compte financier » par l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative « à l'engagement éducatif ».

4.5.2 Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié de l'entité se décompose ainsi, par catégorie :

Cadre	86
Non cadre	69
TOTAL	155

Précision, ces effectifs n'intègrent pas les vacataires.

4.6 Engagements hors bilan donnés et reçus

Engagements hors bilan	Donnés	Reçus
Nantissement – compte bancaire rémunéré	5 531	-